

**COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'OLUCOME N° 009/OLUCOME/09/2015
PORTANT SUR LA GESTION CONTOURNEE DU CONFLIT ACTUEL
BURUNDAIS**

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est tellement préoccupé par le nouveau décret présidentiel n° 100/34 du 23 septembre 2015 relatif à l'organisation du dialogue national. Le conflit actuel est un conflit entre deux parties et la solution devrait être normalement prise en présence de ces deux parties en conflit. Cependant, il est évident que le nœud du problème entre les politiciens ne sera pas touché d'autant plus que toutes les parties en conflit pourraient ne pas être présentes. Le dit dialogue national sera semblable donc à celui organisé par le Gouvernement du Burundi de 1990 relatif à l'unité nationale où le problème réel n'a pas du tout été discuté. Les négociations qui ont abouti aux accords d'ARUSHA et de Cessez-le-feu au Burundi s'inscrivaient au vrai dialogue pour la simple raison que les vraies parties en conflit ont discuté sans faux fuyant sur le nœud du problème existant à cette époque.
2. L'OLUCOME trouve que ce dialogue national va plutôt consommer un budget colossal alors qu'il ne va pas résoudre convenablement le problème entre les politiciens. Il s'agit des frais et émoluments qui seront octroyés aux participants et aux membres de la commission. Et, ce dialogue va occuper beaucoup de personnes et cela peut engendrer la diminution de la production nationale.
3. L'Observatoire présage que ce dialogue viserait l'amendement de la Constitution du Burundi afin que le nombre de mandats du Président de la République soit supprimé de cette loi. Car au programme de ce dialogue, les participants échangeront entre autre sur la Constitution burundaise et les Accords d'Arusha. Dans certains pays africains, les Présidents utilisent cette voie de dialogue national pour changer leurs Constitutions et s'éternisent ainsi au pouvoir soit disant qu'il s'agit de la volonté populaire.
4. L'OLUCOME ne dit pas qu'il n'y ait pas un dialogue entre les burundais mais il prône pour un vrai dialogue faisant intervenir les deux vraies parties en conflits et mettant en avant la résolution du nœud du conflit actuel et non pas le contourner.

A ce propos, l'OLUCOME demande aux deux parties en conflit de se mettre d'accord sur le Facilitateur ou médiateur, le lieu du déroulement de ce dialogue et l'agenda du dit dialogue.

L'Observatoire demande également avec insistance aux deux parties en conflit chacun en ce qui le concerne de privilégier la voie de la paix et la sécurité de tous en évitant tout acte de violation des droits de la personne humaine dans toutes ses formes plus particulièrement le droit à la vie.

L'OLUCOME demande encore une fois au Gouvernement en place de mettre en application les clauses issues du dialogue conduit par les Nations Unies, et acceptées par lui, relatives à la libération inconditionnelle des manifestants, à la réouverture de certaines stations de radios privées, à l'annulation des mandats d'arrêt contre certains leaders burundais,...

5. Enfin, la 70^{ième} Assemblée Générale des Nations Unies vient d'adopter 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) dont la réduction des inégalités sociales en remplacement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). A ce sujet, l'OLUCOME voudrait attirer l'attention du Gouvernement en place que si il ne mène pas un vrai dialogue avec les parties en conflit, le Burundi risque de ne pas atteindre les ODD comme cela a été le cas pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Fait à Bujumbura, le 30/09/2015



Pour l'OLUCOME
Gabriel RUFYIRI
Président